



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 13/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Aalberts Surface Technologies**

Chemin des Roses  
41170 Cormenon

Références : 2024-0443 / VAT20240289  
Code AIOT : 0010001766

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite de l'incendie du 24/02/2024

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositifs de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Résistances	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	15 jours
3	Utilités	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion des déchets liés à l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5	Avec suites, Mesures d'urgence	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	stockage des déchets eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.4	/	Demande d'action corrective	1 mois
12	Remise rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-III et IV	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
15	Rapport de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Gestion des pollutions –	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023,	Avec suites, Demande de justificatif à	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	secteur sud	article 2.1	l'exploitant	l'exploitant	
17	Rubrique 4110.1	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
18	Rubrique 4441	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
19	Rubrique 4130	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
20	Rubrique 4440	Arrêté Préfectoral du 22/12/2006, article 1.2.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
21	Politique de prévention des risques majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
22	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
23	ronde de surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
24	Etude technico-économique sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Plan d'opération	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	interne	article 3.5.7.4		
6	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Gestion des déchets - déchets solides	Arrêté Ministériel du 27/02/2024, article 7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Mesures immédiates conservatoires (prélèvements)	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositifs de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 26/02/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs, fixes et autonomes, sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<b>Constats :</b> <p>Constat de la visite du 26/02/2024 : Les obturateurs ne sont pas autonomes et actionnables en toutes circonstances en cas de sinistre.</p>

En réponse à ce constat, l'exploitant a indiqué qu'une solution de mise en oeuvre manuelle des obturateurs est en cours de recherche. L'exploitant demandait un délai de 3 mois pour sa mise en place, ce qui amène à un délai à fin juin 2024.

Lors de l'inspection du 27/05/2024, l'exploitant a indiqué qu'il a réalisé une demande de devis pour la mise en place d'une vanne à commande manuelle et dont la fermeture serait asservie à l'alarme incendie. Ce projet devrait être finalisé dans les prochains mois.

**Constat : Le constat du 26/02/2024 est reconduit. Les obturateurs ne sont pas autonomes et actionnables en toutes circonstances en cas de sinistre.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Résistances

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Résistance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Constat de la visite du 26/02/2024 : L'exploitant transmettra le registre de vérification du bon fonctionnement, une fois par semaine, de l'asservissement entre le chauffage par résistance électrique des cuves et le détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve, notamment pour les installations situées dans le bâtiment 4.

Postérieurement à la visite du 27/05/2024, l'exploitant a transmis le registre de vérification

<p>hebdomadaire du bon fonctionnement de l'asservissement entre le chauffage par résistance électrique des cuves et le détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve.</p> <p>Ce registre fait apparaître une non-conformité en semaine 21 au niveau de la ligne P31, cuve n°13.</p> <p><b>L'inspection des installations classées estime que l'exploitant pourrait utilement élaborer une procédure relative aux mesures à mettre en place en cas de dysfonctionnement de l'asservissement entre le chauffage par résistance électrique des cuves et le détecteur de niveau.</b></p> <p><b>Constat : L'asservissement permettant l'arrêt du chauffage par résistance électrique de la cuve n° 13 de la ligne P31 en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve est défectueux.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

### N° 3 : Utilités

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Utilités</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements importants pour la sécurité concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 26/02/2024 : L'exploitant doit assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements concourant à la mise en sécurité, en particulier les dispositifs assurant le confinement du site.</p> <p>En lien avec le point de contrôle n°1, l'exploitant a indiqué qu'il travaille sur une solution de fermeture manuelle du dispositif d'obturation du réseau, mais cette solution n'est pas encore mise en oeuvre.</p>

<p><b>Constat : le constat du 26/02/2024 est reconduit : l'exploitant doit assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements concourant à la mise en sécurité, en particulier les dispositifs assurant le confinement du site.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées : Avec suites</b></p>
<p><b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b></p>
<p><b>Proposition de délais : 1 mois</b></p>

#### N° 4 : Système de détection incendie

<p><b>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.2.2</b></p>
<p><b>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</b></p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.</p> <p>Les installations concernées sont dotées d'un système de sécurité, indépendant du dispositif de conduite, et assurant la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.</p> <p>Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont classés "équipements importants pour la sécurité" et soumis aux dispositions prévues par le présent arrêté.</p> <p>Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat du 26/02/2024 : L'exploitant précisera à quelle heure le système de détection incendie</p>



s'est déclenché et au niveau de quel détecteur.
Ces éléments ont été transmis dans le cadre du dossier de demande de redémarrage le 14/03/2024.
Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au préfet.</p> <p>Ce plan doit être transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Des exercices sont réalisés au moins tous les ans en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I.</p> <p>Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I..</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 26/02/2024 : L'exploitant veillera à informer l'inspection des installations classées des dates retenues pour la réalisation d'exercice POI et veillera à lui transmettre les comptes-rendus réalisés.</p> <p>En particulier, l'exploitant transmettra à l'inspection le compte-rendu du dernier exercice POI.</p> <p>Le compte-rendu du dernier exercice POI du 26/01/2024 a été transmis. Cet exercice portait sur le thème suivant : Tester l'organisation des opérateurs de nuit sur les scénarios incendie et déversement accidentel, avec le scénario suivant : Déclenchement de l'alarme incendie et renversement accidentel d'un bidon de 20 litres d'acide sulfurique au niveau du bâtiment 1.</p> <p><b>Constat : Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Prévention des accidents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</p> <p>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition</p>

<p>de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 26/02/2024 : L'exploitant mettra à jour son POI pour préciser les éléments mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.</p> <p>Lors de la visite du 27/05/2024, l'exploitant a indiqué qu'une première mise à jour du POI sera réalisée dans les prochains mois pour prendre en compte la modification du fonctionnement des obturateurs à venir.</p> <p>Pour ce qui concerne les éléments mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, l'exploitant indique qu'il a consulté des entreprises pour disposer de ces éléments. L'exploitant indique qu'il sera en mesure de préciser l'entreprise retenue à échéance de mi-juin, pour une mise à jour complète du POI d'ici fin 2024.</p> <p><b>L'exploitant mettra à jour son POI pour préciser les éléments mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Produits de décomposition

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits de décomposition</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite d'inspection du 26/02/2024 : Dans le cadre de la révision et mise à jour de l'étude de dangers en cours, l'exploitant inclura la liste des produits de décomposition</p>

susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.

En réponse à la visite d'inspection, l'exploitant avait indiqué que la commande était passée auprès d'un bureau d'études, et demandait un report d'échéance à mi-mai.

En visite du 27/05/2024, l'exploitant indique que la commande a été passée auprès d'un bureau d'études le 27/03/2024 et que le délai pour la transmission du rapport, annoncé par le bureau d'études est de 14 à 16 semaines, soit un délai à fin juillet 2024.

**L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie doit être adressée au préfet au plus tard le 30/06/2025.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Gestion des déchets liés à l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence
- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.

**Constats :**

Constat de la visite du 26/02/2024 et du 12/03/2024 : L'exploitant fournit les justificatifs d'élimination des eaux d'extinction et de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie, dans les filières autorisées. L'exploitant procède également à un curage des réseaux et des bassins/rétentions ayant acheminé et contenu les eaux d'extinction d'incendie.

Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 février 2024 - article 6 - délai 15 jours, pour la caractérisation et article 7 - délai de 3 mois (pour l'évacuation des déchets).

Pour rappel, lors de la visite du 12/03/2024, il avait été constaté que sur le site, à proximité de la zone de stockage des déchets, étaient stockés 500 GRV de 1000 litres contenant des eaux d'extinction. Les bassins de rétention n'étaient pas tous vidés. Le bassin de décantation de 100 m3 était encore rempli des eaux d'extinction. Il restait également environ 200 m3 dans le bassin situé sous la station qui était en cours de vidange. Le site disposait également de 5 rétentions de

30 m3, mises à disposition par la société SARP, en attente d'évacuation des eaux d'extinction.

Le 27/05/2024, l'exploitant a présenté une extraction de trackdéchets des déchets d'eaux polluées évacués du site. Au 27/05/2024, 1 767 m3 d'eau polluée ont été évacués du site. Il reste encore en stock sur site un volume de 2 184 m3 d'eau polluée à évacuer.

Le jour de la visite, le site dispose de 8 rétentions de 70 m3 et 3 de 30 m3 (volume total de 650 m3) mises à disposition par la société SARP, en attente d'évacuation des eaux polluées. Le jour de la visite, 2 rétentions de 30 m3 et 2 de 70 m3 (soit un volume de 200 m3) étaient vides.

Le volume d'eau polluée stocké sur site se répartit de la façon suivante :

- 450 m3 stockés dans des rétentions mises à disposition par la société SARP,
- 1 734 m3 stockés en GRV de 1 m3, au niveau de la zone de stockage des déchets, sur 2 étages.

Les obturateurs sont toujours en place et les rétentions du site sont maintenues vides. Ainsi, toutes les eaux de pluie sont collectées, stockées et évacuées en déchet. Ces eaux sont évacuées au fur et à mesure par la société SARP. S'agissant des eaux les moins polluées, l'exploitant dispose d'une filière d'élimination. L'exploitant indique qu'actuellement il bénéficie de 19 camions de 30 m3, pour l'évacuation de ces eaux les moins polluées.

S'agissant des eaux les plus polluées, issues de l'extinction de l'incendie, elles sont stockées en GRV et pour l'instant l'exploitant ne dispose pas de filière d'élimination. Il indique que ces eaux sont en cours de caractérisation par la société SARP pour définir la filière d'élimination.

Lors de la visite, la démolition du bâtiment 4 était en cours de finalisation. Celle-ci devrait être achevée la semaine suivante. L'exploitant indique qu'il espère que lorsque la démolition sera achevée, les eaux pluviales ne seront plus polluées et qu'il pourra enlever les obturateurs. Au jour de l'inspection, les eaux pluviales font systématiquement l'objet d'une caractérisation interne par le site pour savoir si elles peuvent être rejetées ou non.

Un curage des réseaux d'eaux pluviales est prévu la semaine 23.

**Constat : Les eaux d'extinction n'ont pas fait l'objet d'analyses permettant d'identifier les polluants qu'elles contiennent et de définir les filières d'élimination adaptées.**

**L'exploitant n'a pas procédé à l'évacuation des déchets liés au sinistre dans des filières autorisées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : stockage des déchets eaux polluées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur

élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet
- les déchets conditionnés en emballages ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs et soient stockés dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
- En particulier, les aires d'entreposage provisoire de déchets dangereux sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

#### Constats :

Lors de la visite du site il a été constaté que les GRV d'eau polluées issus des eaux d'extinction d'incendie et d'eau pluviale sont stockés sur 2 hauteurs au niveau de la zone de stockage des déchets.

Une grande partie de ces GRV est identifiée seulement avec la provenance de la rétention initiale et non pas avec l'identification du déchet.

**Constat : Les GRV de stockage d'eaux polluées issues des eaux d'extinction d'incendie et d'eau pluviale ne portent pas une identification de la nature du déchet qu'ils contiennent.**

**Par ailleurs, l'exploitant doit justifier que la zone sur laquelle sont stockés les GRV d'eau polluée est étanche et reliée aux rétentions du site, et préciser les mesures mises en œuvre pour prévenir tout risque de pollution du fait de ce stockage important de déchets sur le site.**

**La zone de stockage étant reliée aux rétentions du site, l'exploitant justifiera que les volumes disponibles en rétention couvrent bien la capacité de rétention requise relative au stockage de ces GRV, à savoir 50 % du volume stocké.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

N° 10 : Gestion des déchets - déchets solides

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2024, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).</p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 12/03/2024 : L'exploitant transmettra au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets (solide et liquide) présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable). L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la démolition du bâtiment 4 était en cours. Les engins étaient en train de casser la dalle, dernière étape de la démolition. Tous les déchets solides ont été évacués en déchets dangereux, pour un volume de 126 tonnes. Les déchets ont été au préalable rincés sur le site.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté pour ce qui concerne les déchets solides</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Mesures immédiates conservatoires (prélèvements)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvements conservatoires</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site des différentes matrices suivantes et sur les paramètres HAP, dioxines et métaux :</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• sol et végétaux : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie et à distance croissante sous le panache de fumées pour un incendie modélisé par la cellule d'appui en situation d'urgence et placé en annexe;</li> <li>• eaux d'extinction : prélèvements dans le bassin de rétention ;</li> <li>• prélèvement d'eaux superficielles dans la Grenne, en amont et en aval.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 12/03/2024 : L'exploitant poursuivra la mise en œuvre du plan de prélèvement et transmettra les résultats d'analyses à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'interprétation des prélèvements conservatoires réalisés, rapport APAVE du 24/04/2024.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Remise rapport d'accident**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rapport accident</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, [...] un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ils comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les circonstances et la chronologie de l'événement ;</li> <li>• l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;</li> <li>• les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;</li> <li>• la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées.</li> </ul> <p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



Constat de la visite du 12/03/2024 : L'exploitant transmettra le rapport d'accident, comportant en particulier l'analyse des causes profondes de l'accident ainsi que les mesures prévues pour éviter la survenue d'un évènement similaire.

Ce point a été repris dans l'arrêté de mesure d'urgence du 27/02/2024 - article 8 - délai de 15 jours .

L'exploitant a transmis un rapport d'accident provisoire le 14/03/2024 mais pas la version définitive de ce rapport. Il indique qu'il est toujours en attente du rapport de l'assureur et notamment du rapport d'expert.

Néanmoins, il est à noter qu'il a été identifié qu'une des causes de propagation de l'incendie pourrait être la présence d'un carter de protection en plastique au niveau du moteur des laveurs. Aussi l'exploitant a remplacé ce carter en plastique par un carter en métal sur l'un des laveurs mais pas sur le second (celui présent au niveau du bâtiment 1).

De plus, l'exploitant s'est engagé à installer des sondes de températures asservies aux moteurs des extracteurs d'air. Pour l'instant l'exploitant attend les devis pour l'installation de ces sondes.

**Constat : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées son rapport d'accident définitif. Par ailleurs, il doit justifier que les actions à mettre en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024 ont été réalisées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 13 : diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-III et IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Impact sanitaire

**Prescription contrôlée :**

III – Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

[...]

IV – Au regard des conclusions du paragraphe III, l'exploitant propose au Préfet et à l'inspection des installations classées des mesures de gestion dont l'objectif est de supprimer les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels.

**Constats :**

Délai de l'article 5-IV de l'arrêté de mesures d'urgences du 27 février 2024 : 2 mois.

L'exploitant a transmis le rapport du 24 avril 2024, de la société APAVE, intitulé « diagnostic de la qualité chimique (pollution) des milieux ».

Ce rapport rend compte de la campagne initiale des prélèvements/analyses sur les différentes matrices dans les différentes zones de retombées potentielles des fumées. Toutefois il ne permet pas de conclure à l'absence d'impact environnemental et sanitaire de l'incendie du 24 février 2024. Ce rapport recommande en conclusion de rechercher les produits de décomposition susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement afin de confirmer ou non le lien entre les anomalies mises en évidence dans le rapport (traces de pollution) et l'incendie.

L'exploitant indique qu'il a missionné le 16/05/2024 un bureau d'études pour la réalisation de prélèvements et analyses des produits de décomposition ainsi que l'étude des risques sanitaires.

L'exploitant a également transmis les résultats d'analyse des eaux souterraines après l'incendie, prélevées dans les piézomètres présents sur le site.

Les résultats d'analyse des eaux souterraines, prélevées le 12/03/2024 mettent en évidence la présence de cyanures dans les piézomètres Pz2, Pz3 et Pz4 ainsi que du nickel au niveau de Pz4 à des concentrations plus importantes qu'avant l'incendie. En revanche, l'exploitant indique que le Pz4 étant situé vers le parking à l'extrémité opposée du site, il a demandé au prestataire SGS de confirmer les valeurs trouvées dans ce piézomètre éloigné de la zone de dispersion des eaux d'incendie.

**Constat : les résultats d'analyses des différents prélèvement, transmis par l'exploitant ne sont pas interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) et ne permettent pas de conclure sur les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels.**

**L'exploitant indiquera les mesures mises en œuvre au regard des concentrations en cyanures et en nickel mises en évidence dans les piézomètres du site, après l'incendie.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 14 : Réseau de surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Piézomètres

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2024

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est constitué a minima de 6 piézomètres existants et de deux forages repérés en annexe I du présent arrêté, dénommés ouvrages de surveillance des eaux souterraines et répartis de la façon suivante:

- 6 piézomètres à minima, utilisés lors des campagnes de surveillance et permettant d'assurer une surveillance de la nappe du Cénomanien – Albien en relation hydraulique avec la nappe des alluvions de la Braye et de ses affluents. Ces piézomètres sont dénommés «Pzn°1», «Pzn°2», «Pzn°3», «Pzn°4», «Pzn°5» et «Pzn°6»;
- 2 forages, dont un seul est utilisé lors des campagnes de surveillance, captant la nappe du Cénomanien. Ces forages sont dénommés «F1» et «F2»;

[...] Les piézomètres sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés. Ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface; ils sont régulièrement entretenus.

[...] L'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance des eaux souterraines mis en place. [...] Les résultats des analyses sont communiqués dès leur réception à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Constat de la visite du 12/02/2024 : L'exploitant transmettra le rapport d'analyses des eaux souterraines correspondant au prélèvement réalisé le 25/01/2024.

Le rapport d'analyses des eaux souterraines correspondant au prélèvement réalisé le 25/01/2024 n'a pas été transmis et l'exploitant indique qu'il ne l'a pas reçu de la part de son bureau d'études. Il indique l'avoir relancé à ce sujet.

**Constat : le constat de la visite du 12/02/2024 est renouvelé : l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats des analyses des eaux souterraines correspondant au prélèvement réalisé le 25/01/2024.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 15 : Rapport de surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapport

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2024

**Prescription contrôlée :**

Un rapport contenant les résultats d'analyses est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception. La comparaison des valeurs mesurées est effectuée et Les anomalies constatées sont mises en évidence et font l'objet d'un commentaire par l'exploitant. Le rapport doit présenter le modèle de fonctionnement du site en soulignant les points clés qui doivent être vérifiés par la surveillance. Le rapport doit présenter le dispositif de surveillance (réseau de piézomètre et de forage, cibles à protéger, le ou les sens d'écoulement de la nappe,...), notamment une carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe souterraine, établies à partir des relevés des niveaux piézométriques côtés NGF des ouvrages de surveillance des eaux souterraines.

Pour chaque ouvrage de surveillance des eaux souterraines, l'évolution temporelle des résultats d'analyse est présentée sous forme de graphiques.

[...]

La société AALBERTS (ex DEC) est tenue de présenter un bilan quadriennal des résultats de ce programme de surveillance accompagné de tout commentaire utile à leur compréhension et indiquant les évolutions constatées.

**Constats :**

Constat de la visite du 12/02/2024 : Les rapports ne font pas figurer de carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe et ils ne présentent pas l'évolution temporelle des résultats d'analyse sous forme graphique pour chaque ouvrage de surveillance. L'exploitant transmettra également le rapport de bilan quadriennal.

L'exploitant n'a pas transmis le rapport de bilan quadriennal. Il indique toutefois que la commande a été passée auprès d'un prestataire le 17/10/2023 mais qu'il n'a pas reçu le rapport correspondant. Il indique avoir relancé son prestataire à ce sujet.

**Constat : L'exploitant n'a pas réalisé le bilan quadriennal relatif à sa surveillance des eaux souterraines.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse de l'état des milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/02/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de son site et sur les milieux, la société AALBERTS (ex DEC) réalise un diagnostic environnemental et un état des lieux du site et de ses environs immédiats comportant à un minima les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...) ;</li><li>• une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ;</li><li>• Des campagnes de mesures sur le terrain (sur site et hors site), visant à déterminer la nature et la teneur en polluants dans les milieux et l'extension des zones impactées, complété en tant que de besoin par des modélisations. La société AALBERTS (ex DEC) proposera dans un document intermédiaire un programme d'investigations complémentaires à réaliser. Ce document précisera et justifiera notamment le nombre et les caractéristiques (profondeur, nappe captée, localisation,...) des nouveaux piézomètres à mettre en place et des prélèvements de sol, le cas échéant.</li></ul> <p>Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>Constat de la visite du 12/02/2024 : L'exploitant transmettra le compte-rendu de la réunion du 11/01/2024.</p> <p>Le compte-rendu de la réunion du 11/01/2024 n'a pas été transmis. L'exploitant indique avoir relancé son prestataire à ce sujet.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs avoir passé la commande auprès de son bureau d'études pour la réalisation des investigations complémentaires, le 17/05/2024.</p> <p><b>Constat : le constat du 12/02/2024 est renouvelé : L'exploitant transmettra le compte-rendu de la réunion du 11/01/2024 et les compléments à l'étude initiale seront remis à l'inspection.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 17 : Rubrique 4110.1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration SEVESO
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 4110.1 : Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t (DC)</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,29 t</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 12/02/2024 : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4110.1. L'exploitant devra s'assurer qu'il respecte la quantité totale autorisée, susceptible d'être présente dans l'installation au titre de la rubrique 4110.1 ou demander une modification de quantité totale autorisée.</p> <p>L'exploitant a transmis un état des stocks à la date du 13/05/2023. Celui-ci fait figurer une quantité de 0.718 t de produits classés au titre de la rubrique 4110.1, soit au-dessus du seuil autorisé de 0.29t.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas procédé à une demande de modification des quantités autorisées, car suite à l'incendie, il va déposer d'ici quelques mois un porter à connaissance pour demander la reconstruction du bâtiment. Il indique que dans le cadre de ce dossier il fera un bilan des quantités stockées et des quantités autorisées et demandera la modification des quantités autorisées le cas échéant.</p> <p><b>Constat : le constat du 12/02/2024 est renouvelé :</b> Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4110.1. L'exploitant devra s'assurer qu'il respecte la quantité totale autorisée, susceptible d'être présente dans l'installation au titre de la rubrique 4110.1 ou demander une modification de quantité totale autorisée.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 18 : Rubrique 4441

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Déclaration SEVESO

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2024

**Prescription contrôlée :**

Rubrique 4441 : Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2t (NC)

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,15 t.

**Constats :**

Constat de la visite du 12/02/2024 : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4441. L'exploitant doit s'assurer de respecter la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 4441 ou procéder à une demande de modification des quantités totales autorisées au titre de cette rubrique, au préfet, avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

Dans l'état des stocks transmis le 13/05/2024, l'exploitant fait état d'un stock de 1,88 t de produits, classés au titre de la rubrique 4441 pour une quantité autorisée de 0.15t.

L'exploitant indique qu'il n'a pas procédé à une demande de modification des quantités autorisées, car suite à l'incendie, il va déposer d'ici quelques mois un projet de porter à connaissance pour demander la reconstruction du bâtiment. Il indique que dans le cadre de ce dossier il fera un bilan des quantités stockées et des quantités autorisées et demandera la modification des quantités autorisées le cas échéant.

**Constat : le constat du 12/02/2024 est reconduit : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4441. L'exploitant doit s'assurer de respecter la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 4441 ou procéder à une demande de modification des quantités totales autorisées au titre de cette rubrique, au préfet, avec l'ensemble des éléments d'appréciation.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 19 : Rubrique 4130**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration SEVESO
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 4130 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation  2. Substances et mélanges liquides.  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  a) Supérieure ou égale à 10 t  b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 12/02/2024 : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4130. L'exploitant doit demander la régularisation des quantités autorisées, stockées au titre de la rubrique 4130, notamment du fait du reclassement de l'acide nitrique. Il justifiera des quantités d'acide nitrique stockés avant et après le reclassement du produit.</p> <p>Dans l'état des stocks transmis le 13/05/2024, l'exploitant fait état d'un stock de 23,849 t de produits, classés au titre de la rubrique 4130 pour une quantité autorisée de 18,5 t.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas procédé à une demande de modification des quantités autorisées, car suite à l'incendie, il va déposer d'ici quelques mois un porter à connaissance pour demander la reconstruction du bâtiment. Il indique que dans le cadre de ce dossier il fera un bilan des quantités stockées et des quantités autorisées et demandera la modification des quantités autorisées le cas échéant.</p>



<p><b>Constat :</b> le constat du 12/02/2024 est reconduit : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4130. L'exploitant doit demander la régularisation des quantités autorisées, stockées au titre de la rubrique 4130, notamment du fait du reclassement de l'acide nitrique. Il justifiera des quantités d'acide nitrique stockés avant et après le reclassement du produit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 20 : Rubrique 4440**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2006, article 1.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration SEVESO</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 4440 : Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Supérieure ou égale à 50 t- A</li> <li>Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t - D</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans l'état des stocks transmis le 13/05/2024, l'exploitant fait état d'un stock de 10.063 t de produits, classés au titre de la rubrique 4440 pour une quantité autorisée de 0.34 t.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant indique qu'il classe dans cette rubrique l'hypochlorite de sodium, qui était avant classé au titre de la rubrique 4741.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que la rubrique 4440 correspond aux solides comburants catégorie 1, 2 ou 3 alors qu'il indique que l'hypochlorite de sodium utilisée est sous forme liquide. Un classement au titre de la rubrique 4441 ( Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3) semble plus pertinent.</p> <p><b>Constat :</b> L'exploitant doit s'assurer du classement de l'hypochlorite de sodium et doit s'assurer de respecter la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 4440 ou procéder à une demande de modification des quantités maximales autorisées au titre de cette rubrique, avec l'ensemble des éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 21 : Politique de prévention des risques majeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques majeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le document décrivant la politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'a pas de document décrivant la politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 22 : Prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, la démolition du bâtiment 4 était en cours. Les engins étaient en train de casser la dalle, dernière étape de la démolition. Tous les déchets solides ont été évacués en déchets dangereux, pour un volume de 126 tonnes. Les déchets ont été au préalable rincés sur le site.</p> <p>Il est à noter que la dalle du bâtiment 4 étant cassée et enlevée, la surface au sol correspondant à l'ancien bâtiment 4 se retrouve en terre et non étanche.</p> <p><b>L'inspection signale qu'au vu du risque de pollution des sols dans le bâtiments 4, suite à l'incendie, il sera utile de s'assurer de la qualité des sols au droit de l'ancien bâtiment 4 par des sondages et analyse des sols au niveau de l'ancien bâtiment, notamment avant la reconstruction du bâtiment.</b></p> <p><b>Constat : l'exploitant doit démontrer que des eaux potentiellement polluées ne peuvent pas ruisseler dans les sols, non étanches, au droit de de l'ancien bâtiment 4.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 23 : ronde de surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit les règles de surveillance qui doivent être opérationnelles en permanence sur le site, notamment en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Le personnel de gardiennage doit être familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis l'incendie, l'exploitant s'est engagé à réaliser des rondes de surveillance du site toutes les 2h, en particulier le weekend et les jours fériés par la société de gardiennage.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre complété par la société de gardiennage qui réalise les rondes du site, toutes les 2h, le weekend et les jours fériés. Ce document comporte une check-list ainsi que des colonnes correspondantes à chaque ronde. A noter que ce document ne prévoit que 4</p>

<p>rondes alors qu'il devrait en prévoir 6, les permanences par gardien étant de 12h.</p> <p>L'exploitant indique que chaque gardien reçoit une formation dispensée par l'agent HSE du site, avant sa prise de fonction. La responsable HSE du site indique qu'elle vérifie le registre de réalisation des rondes tous les lundis, mais cette vérification n'est pas formalisée. <b>L'exploitant assurera une traçabilité de la vérification du registre de surveillance</b></p> <p>La nuit en semaine, les rondes sont réalisées par du personnel interne, mais elles ne font pas l'objet d'un enregistrement dans un registre.</p> <p><b>Constat : Le registre de surveillance tenu par l'exploitant n'est pas adapté au nombre de rondes qui doivent être réalisées par la société de gardiennage. Par ailleurs, ce registre n'est pas renseigné lors des rondes réalisées par le personnel interne.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 24 : Etude technico-économique sécheresse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sécheresse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La mise à jour du diagnostic, des mesures existantes et la fourniture des mesures de gestion de crise définies à l'article 2, sont envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.</p> <p>L'entreprise établit un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise supplémentaires, le cas échéant. Ce calendrier est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas neuf mois après notification du présent arrêté. Il est accompagné d'une analyse technico-économique des opérations décrites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les délais mentionnés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 prescrivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le positionnement de l'exploitant sur la validité des prescriptions relatives aux restrictions des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et de leur mise à jour si nécessaire ;</li> <li>- la mise à jour des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place de dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux ;</li> <li>- des dispositions supplémentaires de gestion de crise ;</li> </ul> <p>sont échus et l'exploitant n'a pas transmis les éléments prescrits par cet arrêté.</p>

<b>Constat : l'exploitant n'a pas transmis les éléments prescrits par l'arrêté du 19 juillet 2023 relatif à la sécheresse.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>